
Conférence régionale des élus de Montréal

**L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES :
UN OBJECTIF TOUJOURS À POURSUIVRE**

Document d'accompagnement du cédérom

**DES DIFFÉRENCES, DES SIMILITUDES,
un portrait socioéconomique des femmes et des hommes
de l'Île de Montréal en 2001**

**Analyse du
Comité *Femmes et développement régional*
Janvier 2005**

Recherche, traitement des données et rédaction :
Nicole Lacelle

Comité consultatif et de lecture :
Mariangela Di Dominico, Conseil du statut de la femme
Danielle Fournier, École de service social de l'Université de Montréal
Tepny Pou, Ministère des affaires municipales, du Sport et du Loisir
Marie Leahey et Michelle Issa, comité *Femmes et développement régional*
de la Conférence régionale des élus de Montréal

Révision :
Chantal Carrier, Marie Leahey, Michelle Issa

Impression :
Imprime-Emploi

Document d'accompagnement au cédérom :
DES DIFFÉRENCES, DES SIMILITUDES
Un portrait socioéconomique des femmes et des hommes de l'Île de Montréal en 2001
© Comité Femmes et développement régional
Conférence régionale des élus de Montréal

1550, rue Metcalfe, bureau 810
Montréal (Québec) H3A 1X6

Téléphone : (514) 842-2400
Télécopieur : (514) 842-4599
Courriel : mleahey@credemontreal.qc.ca

Table des matières

Préambule	5
Une population vieillissante et immigrante.....	7
Le grand incontournable : un écart systémique de revenu entre les femmes et les hommes, l'abîme se creuse.....	8
Travail non rémunéré et régime d'emploi.....	12
Des secteurs d'emploi menacés.....	13
Unilinguisme, bilinguisme et niveaux de revenu.....	13
Quand l'éducation ne s'accorde pas avec la richesse.....	14
Les responsabilités familiales encore largement dévolues aux femmes.....	15
Quelques faits troublants méritant des réflexions, des recherches plus approfondies et des actions appropriées.....	17
En guise de conclusion.....	18
Mandats et membres du Comité Femmes et développement régional.....	20
Principales réalisations de 1998 à nos jours.....	21

Préambule

Le présent texte se veut une courte analyse des données ventilées par sexe compilées dans le document *DES DIFFÉRENCES, DES SIMILITIDES Un portrait socioéconomique des femmes et des hommes de l'Île de Montréal en 2001*¹. Les membres du comité *Femmes et développement régional* de la Conférence régionale des élus de Montréal espèrent qu'il saura inspirer les questionnements, les recherches des féministes et des acteurs socioéconomiques impliqués dans le développement économique, social, politique, culturel de Montréal.

S'il fallait mentionner une seule chose de Montréal, nous dirions que c'est une ville sécuritaire, agréable à vivre et que nous travaillons à ce qu'elle le demeure. S'il fallait retenir un seul constat à partir des plus récentes données (recensement de 2001) sur la population de Montréal, nous dirions que les écarts de revenus énormes entre riches et pauvres mais aussi entre hommes et femmes augmentent. Ceci est d'autant plus inquiétant qu'au lieu de se stabiliser ou de se résorber, cet écart se creuse encore. Ces augmentations d'écarts nous amènent à nous questionner sur l'avenir de Montréal : dans ces conditions, sommes-nous en mesure de préserver ce climat social, tolérant, chaleureux, dynamique? Sommes-nous en train d'assombrir le portrait de cette ville merveilleuse? Pas du tout. Nous formulons simplement une question : pour combien de temps?

En effet, pour le moment, la vitalité et la profondeur des liens sociaux font encore de Montréal une véritable métropole de convivialité. Mais ce monde si accueillant et présenté avec tant de fierté pour attirer cerveaux et investissements est en péril. Or, qui dit écart de revenu dit « écart d'accessibilité », non seulement aux biens de consommation mais surtout à l'éducation, aux soins de santé, à la vie communautaire, aux possibilités de réinsertion. Pourtant, d'ici une dizaine d'années, la population montréalaise sera principalement âgée et immigrante. Pour soutenir les personnes âgées et intégrer les personnes venues d'ailleurs, il faudra que le tissu social soit encore plus solide. Malheureusement, il s'avère qu'il est en train de se détériorer.

Consciente du « fossé qui se creuse », la Fédération canadienne des municipalités (FCM) affirme qu'il faut une approche diversifiée pour renverser la vapeur :

¹ Comité Femmes et développement régional de la Conférence régionale des élus de Montréal, *Des différences, des similitudes. Un portrait socioéconomique des femmes et des hommes de l'Île de Montréal en 2001*, novembre 2004 (cédérom)

« Un changement s'impose dans un certain nombre de secteurs de politique pour atténuer l'incidence de l'inégalité croissante

- revenu – améliorer les soutiens du revenu ainsi que les programmes et les politiques sur le salaire minimum; réagir à la polarisation croissante dans le marché du travail;
- logement – soutenir un logement adéquat, à prix abordable et stable, qui favorise l'attachement à la collectivité et la cohésion sociale;
- emploi – favoriser l'emploi, y compris l'accès aux métiers et aux professions, en particulier dans le cas des immigrants de fraîche date;
- éducation – insister sur le lien étroit entre le niveau d'éducation et le revenu;
- loisirs – créer des occasions, constituer des collectivités et développer le capital social;
- transport – favoriser l'accessibilité et réduire l'isolement.

Il faut parvenir à un équilibre entre des politiques et des programmes universels, normalisés et accessibles et des solutions mieux ciblées. Les uns sont aussi nécessaires que les autres. »²

Tout en souscrivant à l'approche de la FCM, le comité insiste sur la nécessité de tenir compte des données ventilées selon le sexe pour définir des « solutions mieux ciblées », ce que ne fait pas le document de la FCM. Nulle mention, en effet, des femmes dans ce programme. Par ailleurs, dans le même texte, on peut lire ceci : « À mesure que s'accroît l'écart de revenu, les groupes les plus exposés à la pauvreté sont les enfants, les familles monoparentales, les minorités visibles, les immigrants et les réfugiés, les aînés, les personnes handicapées et les autochtones. »³ Si seulement ces groupes ne se distinguaient que par la présence d'une faible majorité de femmes, mais dans plusieurs cas, le nombre de femmes est de loin supérieur à celui des hommes, ils sont significativement composés de femmes. Par là nous entendons que le poids quantitatif ou qualitatif de sa composante féminine peut faire basculer une catégorie sociale dans la privation ou la pauvreté. Par exemple, il ne suffit pas qu'une famille soit monoparentale pour qu'elle soit pauvre : elle doit être dirigée par une femme.

Il ne s'agit pas de nier les victoires et le progrès énorme enregistré par les femmes depuis cinquante ans, notamment en ce qui a trait aux changements de mentalité mais ce progrès est encore loin de l'égalité. Eu égard à la majorité des variables traditionnellement examinées par le recensement (âge, famille, travail, langue, scolarité, santé) un « copier-coller » aurait suffi pour comparer les données 2001 à celles de 96 ou 91 sauf, bien entendu, pour ce qui est de l'écart de revenus. Bref, ou bien on plafonne, ou bien on recule.

²Fédération canadienne des municipalités, L'écart croissant de revenu : un fossé qui se creuse, Toronto 2003, p.10.

³ Fédération canadienne des municipalités, op.cit., p. 2.

LES DONNÉES DE 2001

Une population vieillissante et immigrante

Notons, de prime abord, qu'il existe une presque égalité dans le nombre de femmes et d'hommes, toutes catégories confondues. L'âge moyen de la population montréalaise est de 38,8 ans. Les personnes âgées de 20 à 44 ans forment le groupe d'âges le plus représenté. La moyenne d'âge des hommes est plus jeune que celle des femmes avec 37,1 ans contre 40,4 ans. La cohorte des 35-39 ans est la plus importante chez les hommes, tandis que les femmes sont plus nombreuses entre 40 et 44 ans.

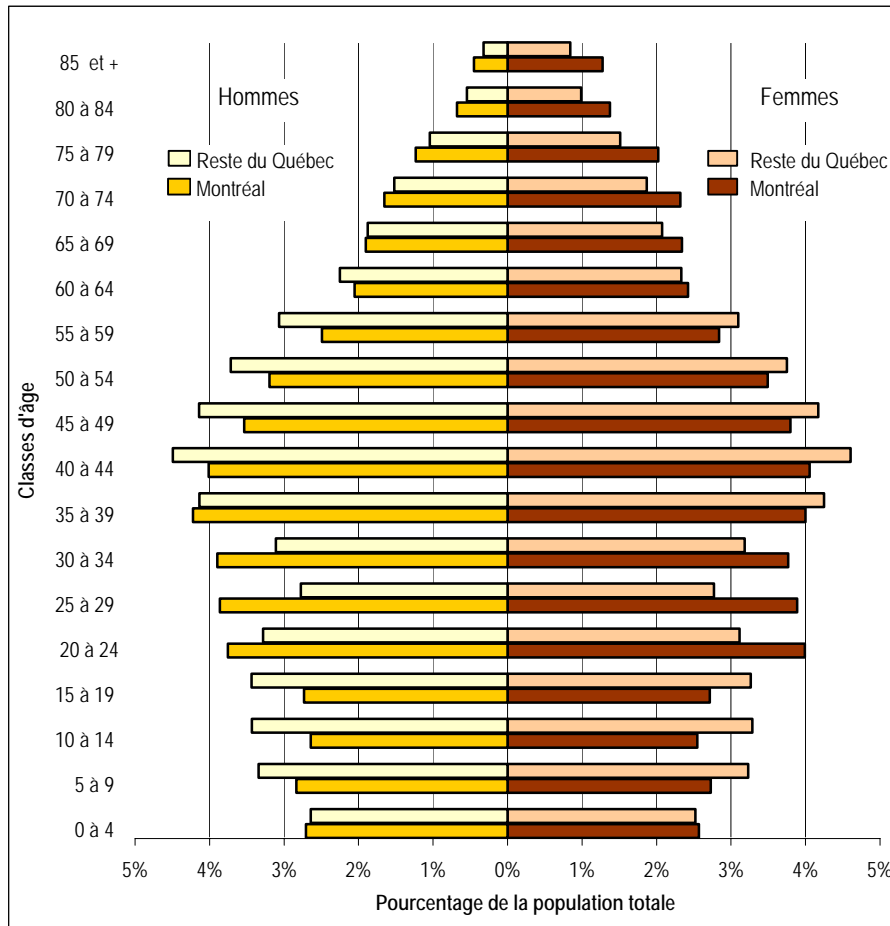
L'âge plus élevé chez les femmes s'explique par le fait que 18 % des femmes sont âgées de 65 ans et plus, contre 12 % chez les hommes, et ce, quel que soit l'arrondissement de résidence. Bien que l'espérance de vie soit encore plus élevée chez les femmes, on constate que cet écart s'amenuise. Globalement, l'âge moyen de la population montréalaise a augmenté au cours des dix dernières années. Cette tendance vers un âge moyen plus élevé suit le mouvement général de vieillissement de la population.

Une différence est notable entre l'âge des femmes montréalaises et celui des femmes du reste du Québec. En effet, la catégorie d'âge de 20 à 34 ans est représentée plus fortement à Montréal avec 12 % contre 9 % pour le reste du Québec, ce qui peut être relié à la présence des nombreuses institutions d'enseignement à Montréal, ainsi qu'à l'obtention du premier emploi suivant les études. On remarque également un nombre plus élevé à Montréal de femmes ayant plus de 65 ans, soit 9 % contre 7 % pour l'extérieur de l'île. Ceci peut s'expliquer par la présence d'institutions de santé et de services sociaux.

Les femmes de 30 à 44 ans sont moins nombreuses que les hommes à Montréal. Nous pourrions assurément émettre plusieurs hypothèses, toutefois, nous croyons qu'il s'agit très certainement d'un phénomène à élucider.

La population immigrante est concentrée dans certains arrondissements et représente presque les trois quarts de la population immigrante du Québec. C'est plus d'une Montréalaise sur quatre qui est immigrante. Ni l'une ni l'autre de ces constatations ne sont banales : nous y reviendrons.

Graphique 1.2.3 – Répartition de la population selon l'âge, 2001



Source : Statistique Canada 2001

Le grand incontournable : un écart systémique de revenu entre les femmes et les hommes, l'abîme se creuse

La plus consternante constatation à la lecture des données de 2001, pour ne pas dire ce qui nous jette par terre, c'est l'écart de revenus entre riches et pauvres qui est en hausse et l'écart de revenus, tout aussi impressionnant entre hommes et femmes, qui se maintient et même augmente au lieu de se réduire. En cinq ans, soit entre 1996 et 2001, une période pourtant considérée comme une période de croissance économique au Canada et en Amérique du Nord, les femmes n'ont pas pu réduire de façon marquée l'écart structurel au niveau des revenus.

Bien que les revenus des Montréalaises et des Montréalais soient plus élevés que la population du reste du Québec, il n'en reste pas moins que Montréal demeure la plus pauvre des grandes villes nord-américaines : plus de 56 % des Montréalaises ont eu un revenu total inférieur à moins de 20 000 \$ en l'an 2000, comparativement à 43 % des hommes.

Le revenu total moyen des femmes équivaut à 68 % de celui des hommes. Le revenu total des femmes est de 23 012 \$, celui des hommes est de 33 888 \$, un écart de 10 876 \$. Trois femmes sur cinq se retrouvent dans la catégorie des revenus de moins de 20 000 \$ contre deux hommes sur cinq. Plus les revenus augmentent, plus les hommes sont représentés et, inversement, moins on retrouve de femmes.

Le revenu moyen d'emploi des femmes équivaut à 70 % de celui des hommes. Le revenu moyen des femmes est de 25 431 \$, celui des hommes est de 36 338 \$, un écart de 10 907 \$. La moitié des arrondissements de Montréal comptent une majorité de femmes travaillant à temps partiel. Par contre, dans tous les arrondissements, il y a une plus grande proportion de femmes que d'hommes travaillant à temps partiel.

Environ une personne sur six à Montréal a éprouvé de l'insécurité alimentaire pendant les années 2000-2001 et ce phénomène est plus fréquent chez les femmes (18 %) que chez les hommes (13 %).

On sait, toujours par les travaux de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), que

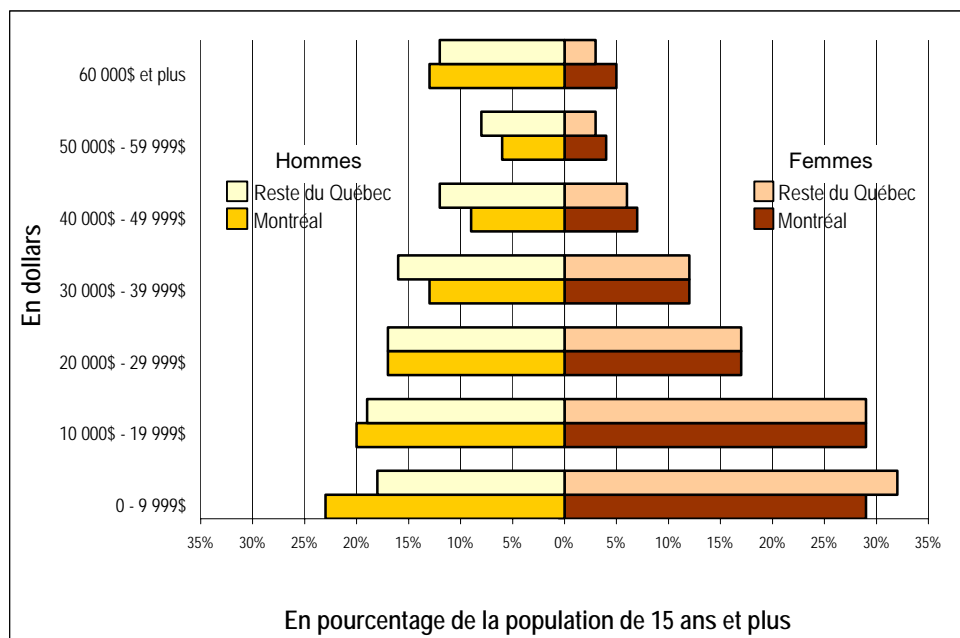
« de 1990 à 2000, le revenu avant impôt des personnes à faible revenu et à revenu modeste (...) a diminué de 10 % ou plus (après correction pour tenir compte de l'inflation). Les familles à revenu médian – qui se situent au 50^e percentile de la population – ont vu leur revenu avant impôt diminuer de 6,2 % après correction pour tenir compte de l'inflation. »⁴

La FCM note également que les revenus les plus élevés (95^e et dernier percentile), par contre, ont augmenté d'autant. La Fédération ne fournit pas de données ventilées selon le sexe. Cependant, si l'on se fie au portrait montréalais, on pourrait croire qu'il y a là aussi un écart important entre les femmes et les hommes.

⁴ Fédération canadienne des municipalités, op. cit. p.4.

Les tableaux suivants nous indiquent la répartition de la population selon le revenu total et comparent les arrondissements entre hauts et bas revenus.

Graphique 4.1.1 – Répartition de la population selon le revenu total, 2000



Source : Statistique Canada 2001

Dans tous les arrondissements, les revenus moyens des hommes sont plus élevés que ceux des femmes. Toutefois, la distribution des revenus moyens à travers les différents arrondissements est très inégale et reflète l'inégalité sexuée des revenus.

Voyons les plus hauts revenus, représentés par les arrondissements suivants :

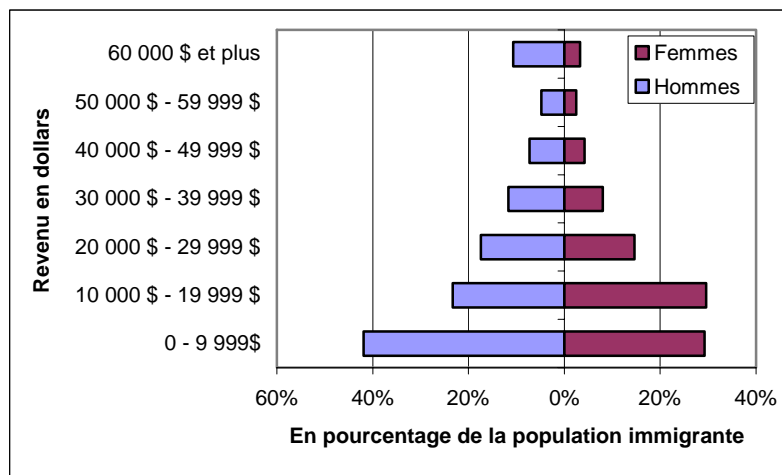
Arrondissements	Revenu des femmes	Revenu des hommes	Écart en dollars
Westmount	45 286 \$	118 444 \$	73 158 \$
Mont-Royal	38 810 \$	80 363 \$	41 553 \$
Outremont	36 976 \$	66 263 \$	29 287 \$

Et les plus bas revenus:

Arrondissements	Revenu des femmes	Revenu des hommes	Écart en dollars
Montréal-Nord	17 098 \$	23 969 \$	6 871 \$

L'écart augmente avec le revenu : ainsi, dans l'arrondissement Westmount, où l'on retrouve les salaires les plus élevés, le revenu total des femmes équivaut à 38 % de celui des hommes avec un écart de 73 158 \$, tandis que dans l'arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc Extension, où l'on retrouve les plus bas salaires, le revenu total des femmes équivaut à 72 %, avec un écart de 3 838 \$. Bien sûr, le salaire minimum est le même que l'on soit femme ou homme mais il faut aussi analyser des écarts entre les femmes et les hommes mieux nantis par le régime d'emploi (temps plein et temps partiel).

Graphique 7.5.2 – Répartition de la population immigrante selon le revenu, Montréal, 2001



Source : Statistique Canada

À peine 5 % des femmes se retrouvent dans la catégorie de revenu de 60 000 \$ et plus, catégorie où les femmes immigrantes sont sous-représentées, alors que 13 % des hommes s'y retrouvent au total, dont 11 % de ce nombre d'hommes sont immigrants. Il ne semble donc pas qu'il s'agisse d'une dichotomie population « de souche »/population immigrante non plus. En fait, on constate que si la situation financière est précaire pour les nouveaux arrivants, les immigrants de plus longue date ont de meilleures conditions de vie et de travail.

Les hommes immigrants de Montréal ont comme source de revenu, à plus de 70 %, le revenu d'emploi, contre 62 % chez les femmes. Cette tendance se rapproche de celle de la population montréalaise soit de 73 %. Inversement, les femmes immigrantes puisent leurs ressources financières, beaucoup plus que les hommes, dans les transferts gouvernementaux avec 23 %, ce qui représente le double des hommes.

Le revenu moyen d'emploi chez les hommes est de 36 330 \$ contre 25 431 \$ chez les femmes. Les hommes ayant travaillé à temps plein sont dans une proportion de 56 % et ont eu un revenu annuel moyen de 47 048 \$. 47 % des femmes ont travaillé à temps plein et ont récolté 34 892 \$ pour l'année. Les hommes ayant travaillé à temps partiel sont quant à eux dans une proportion de 41 % et ont gagné 23 352 \$ en moyenne pour l'année. Du côté des femmes, cette proportion s'élève à 50 % et le revenu annuel moyen se situe à 17 559 \$.

Il nous faut malheureusement reconnaître que l'écart de revenus entre hommes et femmes est tout aussi systémique en 2001 qu'au moment où l'expression « discrimination systémique » fut définie.

« Également clairement démontré lors du rapport de 2002, l'écart de revenu entre hommes et femmes se maintient au lieu de se réduire. En 5 ans, soit entre 1996 et 2001, une période pourtant considérée comme une période de croissance économique au Canada et en Amérique du Nord en général, les femmes n'ont pu réduire de façon marquée l'écart structurel au niveau des revenus. Peu importe l'indicateur retenu (revenu moyen total, revenu moyen d'emploi, revenu des familles monoparentales, etc.), les écarts subsistent. »⁵

Travail non rémunéré et régime d'emploi

Cela est bien connu, le rapport des femmes au travail n'est pas le même que celui des hommes. Non seulement, pour la majorité d'entre elles, ce lien n'est pas identitaire, mais il rivalise avec le travail ménager et le soin aux personnes pour s'accaparer leur temps. Ainsi, 33 % des femmes consacrent entre 5 et 14 heures par semaine aux travaux ménagers alors que 36 % des hommes y mettent moins de 5 heures et ce, même si les travaux de réparation, bricolage, etc. sont compris dans l'acception « travaux ménagers »; 25 % des femmes consacrent entre 5 et 14 heures aux soins aux enfants alors que 71 % des hommes n'y mettent aucune heure; 18 % des femmes contre 13 % des hommes consacrent du temps aux personnes âgées dont 7 % plus de 5 heures par semaine. La conciliation travail/études/famille demeure un enjeu de société majeur partout, mais elle est sans doute plus cruciale dans les grandes villes tant le rythme de vie est y accéléré. Les Montréalaises qui ont des enfants travaillent moins à l'extérieur du foyer que les autres Québécoises et ce, même s'il existe plus de garderies à Montréal. Attention cependant, 35 % des parents résidant dans la couronne sud et nord travaillent sur l'île de Montréal et un certain nombre utilisent les services de garde de l'Île.

⁵ Comité *Femmes et développement régional*, op. cit. p. 4

Dans la population totale de 15 ans et plus, le pourcentage d'hommes actifs est beaucoup plus élevé que pour les femmes avec 70 % contre 57 % (68/51 chez la population immigrante).

« Le taux d'activité augmente cependant chez les deux sexes lorsqu'il y a des enfants. Le plus fort taux chez les hommes se situe lorsqu'il y a présence d'enfants en bas âge. Celui des femmes diminue quand il y a des enfants de tous âges à la maison (moins de 6 ans et plus de 6 ans). Le taux d'activité remonte de quelques pour cent chez les femmes lorsqu'il n'y a que des enfants de plus de 6 ans à la maison et, inversement, diminue chez les hommes de façon relativement importante. »⁶

Même si le nombre de femmes travaillant à temps partiel est en baisse et rejoint celui des femmes travaillant à temps plein, le travail à temps partiel représente encore la moitié des emplois des femmes. Heureusement, les femmes ne chôment pas plus que les hommes.

Des secteurs d'emploi menacés

Autre facteur possiblement explicatif de l'écart de revenus entre les hommes et les femmes : les femmes se retrouvent encore majoritairement dans les secteurs d'emploi traditionnellement féminins soit la fabrication, le commerce de détail, le système scolaire et le secteur de la santé et des services sociaux. Fait à noter, les femmes immigrantes reprennent ce modèle sauf qu'elles sont surreprésentées en usine, l'ensemble des Montréalaises ne s'y retrouvant qu'à 13 % contre 24 % chez les femmes immigrantes. Le comité *Femmes et développement régional* est particulièrement inquiet de la situation de ces femmes qui travaillent dans des « secteurs mous », dominés par une compétitivité internationale où Montréal est souvent perdante.

Unilinguisme, bilinguisme et niveaux de revenu

La majorité de la population montréalaise (57 %) parle à la fois l'anglais et le français mais 29 % des Montréalais parlent seulement le français, 12 % seulement l'anglais. C'est 10 % de la population immigrante, dont les trois quarts sont des femmes (29 320), qui ne parle ni l'anglais ni le français.

La proportion d'individus bilingues est toutefois plus élevée chez les hommes (55 %) que chez les femmes (44 %). Il semble que nous pouvons reprendre les conclusions du portrait socio-

⁶ Comité *Femmes et développement régional*, p. 11

économique fait sur le recensement de 1996 : le bilinguisme (français-anglais) est souvent la clé pour des revenus d'emplois plus élevés ou dit autrement, l'unilinguisme empêche l'accès à des emplois mieux rémunérés.

Quand l'éducation ne s'accorde pas avec la richesse

On pourrait postuler que l'écart de revenu entre hommes et femmes s'explique par une plus faible scolarité des femmes, mais les données le démentent. Bien que la plus grande portion de la population montréalaise a fréquenté l'université et en a récolté un diplôme, les femmes de Montréal en 2001 sont plus nombreuses que les hommes à posséder un diplôme post-secondaire : 362 670 femmes possèdent un diplôme d'études postsecondaires contre 349 145 hommes.

Le slogan gouvernemental des années '60, « qui s'instruit s'enrichit » semble moins vrai pour les femmes. Au-delà de conditions de travail différentes (capacité de négocier individuellement, ancienneté, etc.) pour les femmes et les hommes et le régime d'emploi (temps plein ou temps partiel), certaines explications s'imposent : les choix d'études des femmes sont encore peu diversifiés, concentrés dans des domaines qui sont des extensions du rôle traditionnel des femmes (soins des personnes, etc.). Il semble que ce ne sont pas les années de scolarité mais bien les filières de formation qui coïncident les femmes au point d'afficher un écart aussi considérable de revenu que 10 876 \$.

Les femmes sont peu présentes dans les domaines d'études présentant pour plusieurs analystes du marché de l'emploi montréalais les meilleures perspectives d'emploi et de gains d'emplois : les sciences et la haute technologie. Les femmes sont très peu diplômées dans les domaines du génie et des sciences appliquées, des sciences agricoles et biologiques, des techniques et métiers des sciences, mathématiques et informatique. Les femmes sont presque totalement absentes de la haute technologie et des secteurs de pointe.

Les disparités femmes - hommes chez les communautés immigrantes ressemblent beaucoup aux disparités femmes - hommes en général (écarts de revenus, participation au marché du travail, taux de bilinguisme, chefs de familles monoparentales, etc.). Il y a toutefois des distinctions particulières aux populations immigrantes, notamment la scolarité universitaire, qui

est plus élevée chez les hommes immigrants que chez les femmes immigrantes. « L'île du savoir » abritera-t-elle à court terme les pauvres les mieux instruits en Amérique du Nord?

Les responsabilités familiales encore largement dévolues aux femmes

La responsabilité plus ou moins exclusive des enfants contribue à ce point à cet écart systémique que 84 % des chefs de familles monoparentales sont des femmes. Cette disparité est en outre observable partout au Québec et non seulement en milieu urbain; dans la catégorie des familles avec enfants, les familles monoparentales comptent de plus en plus. Ainsi, on note une croissance d'environ 2 % pour Montréal entre 1991 et 2001.

Les familles monoparentales comptent pour 13 % des familles immigrantes. En fait, 40 % des femmes cheffes de famille monoparentale de Montréal sont immigrantes.

Au total, Montréal compte 81 580 familles monoparentales dont le parent est une femme, ce qui représente 18 % des familles montréalaises.

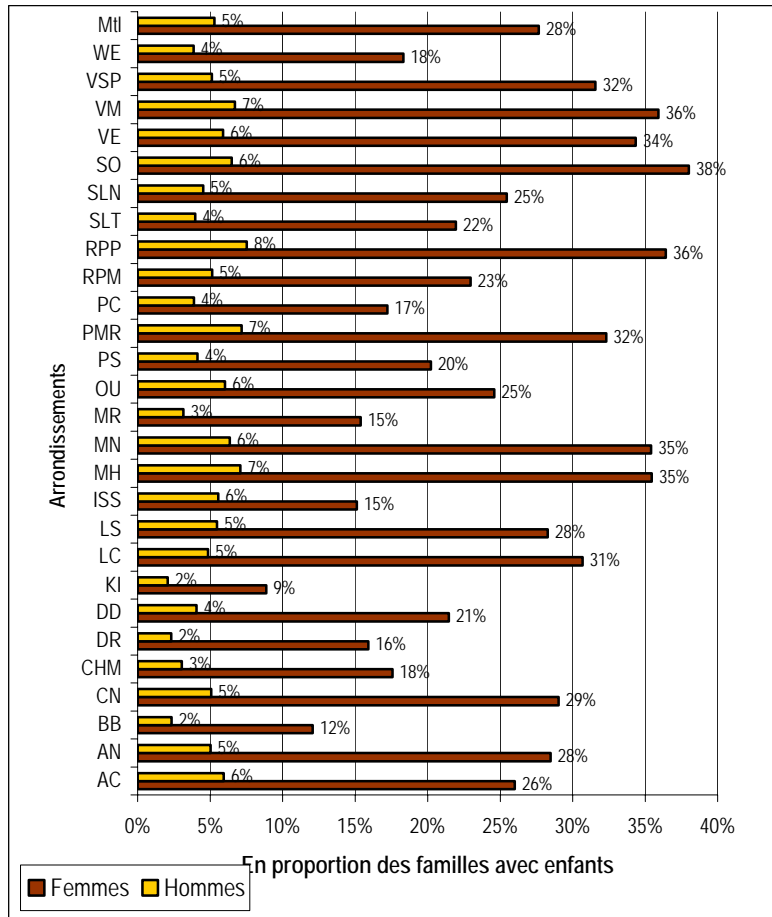
La répartition des mères monoparentales sur l'île de Montréal vaut la peine d'être examinée car elle est caractérisée par des extrêmes. En effet, les arrondissements suivants sont ceux où l'on retrouve le plus de familles monoparentales dirigées par une femme :

Arrondissements	Nombre de familles monoparentales dirigées par une femme
Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension	8 110
Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	7 620
Mercier/Hochelaga-Maisonneuve	6 935
Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est	6 735

Et ceux qui en dénombrent le moins se situent :

Arrondissements	Nombre de famille monoparentales dirigées par une femme
Westmount	570
Mont-Royal	560
Beaconsfield/Baie-d'Urfé	540
Kirkland	385

Graphique 2.6 – Proportion de familles monoparentales sur le nombre total de familles avec enfants, Montréal, 2001



Source : Statistique Canada 2001

Il existe « un lien évident entre la concentration de mères monoparentales et les personnes vivant sous le seuil de faible revenu. Ce lien est effectivement marqué dans les arrondissements entourant Westmount (Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce, Ville-Marie, Sud-Ouest) ainsi qu'à Montréal-Nord et dans Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension. Les ménages sous le seuil de faible revenu consacrent 70 % ou plus de leur revenu au logement, à l'habillement et à la nourriture. »⁷

Le taux de monoparentalité des Montréalaises était passablement plus élevé qu'ailleurs au Québec mais l'ensemble des Québécoises commence à les rejoindre. Est-ce que cela indique un appauvrissement des Québécoises? Monoparentalité et faible revenu forment un couple assez durable depuis longtemps. Il s'agit là d'une piste à suivre.

⁷ Comité Femmes et développement régional, p.10.

Quelques faits troublants méritant des réflexions, des recherches plus approfondies, des actions appropriées

Il est assez troublant de constater qu'hormis une différence de moyenne d'âge dans certains arrondissements, les différences notables entre arrondissements sont systématiquement d'ordre économique :

1. L'immigration, et les femmes immigrantes, sont concentrées dans certains arrondissements, notamment Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce, Saint-Laurent, Villeray/St-Michel/Parc-Extension.

Or immigration et pauvreté se côtoient de plus en plus. La majorité des hommes (51 %) et des femmes (58 %) de la population immigrante n'ont aucun diplôme ou certificat et la plus grande partie des femmes immigrantes ont un niveau de scolarité se situant en deçà du diplôme d'études secondaires. « En 1980, 29,3 % des personnes immigrantes étaient en situation de pauvreté. En 2000, 41,26 % l'étaient, soit une hausse de près de 12 % en 20 ans seulement (Heisz et McLeod 2004 :37 et 39). »⁸

Le Forum régional note également que les plus récents arrivants et les minorités visibles constituent la grande majorité des pauvres de la population immigrante.

2. Les mères cheffes de familles monoparentales sont concentrées dans certains arrondissements, notamment Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce, Villeray/St-Michel/Parc-Extension, Mercier/Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-trembles/Montréal-Est. Le rapprochement monoparentalité et pauvreté n'est plus à démontrer.
3. Un taux de chômage élevé, notamment chez les femmes, est concentré dans certains arrondissements, notamment Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce, Villeray/St-Michel/Parc-Extension, Montréal-Nord.

⁸Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal, Rapport sur la pauvreté à Montréal, 2004, p.12.

4. Les plus bas revenus chez les femmes sont concentrés dans certains arrondissements, notamment dans Villeray/St-Michel/Parc-Extension, Montréal-Nord.

On note également des différences notables entre Montréal et le reste du Québec, qui, elles, touchent plusieurs dimensions. Nous les indiquons en rafale :

- Montréal comprend le plus grand nombre d'immigrants et de femmes immigrantes.
- Montréal compte plus de mères cheffes de familles monoparentales.
- Montréal compte plus de jeunes entre 20 et 35 ans et plus de femmes âgées.
- Les femmes de Montréal gagnent plus que celles du reste du Québec.
- Le reste du Québec compte plus de femmes qui attribuent plus de temps aux tâches ménagères.
- Le reste du Québec compte plus d'unilingues.
- Le reste du Québec compte plus de couples en union libre.
- Plus de Montréalaises sont concentrées dans les champs d'étude liés aux sciences sociales; plus de femmes d'ailleurs au Québec sont concentrées dans l'enseignement.

En guise de conclusion

Eu égard au reste du Québec, la particularité de Montréal, c'est le nombre de personnes immigrantes, et il est impérieux d'en tenir compte. Avec la régionalisation, plusieurs ont tendance à gommer cette distinction; Montréal devient une région comme une autre et son vrai visage n'apparaît jamais. Dans deux ans, dit-on, Montréal accueillera 100 personnes immigrantes par jour d'où un besoin de 6 000 nouveaux logements par année. N'oublions pas non plus qu'ils et elles arrivent en santé (sinon ils ne seraient pas admis) mais 15 ans plus tard, ils sont aussi malades que nous. Saurons-nous répondre au besoin et non seulement disposer des logements nécessaires, des emplois nécessaires mais des dispositifs permettant leur intégration véritable? Notre « Ville apprenante » ne peut pas éternellement se permettre que les doctorants conduisent des taxis.

Eu égard aux autres grandes villes nord-américaines, Montréal est la plus pauvre mais l'une des moins violentes et une des rares grandes villes dont le centre-ville est encore habité et de manière plutôt conviviale quant à sa diversité socio-économique. Il ne faudrait pas que la « solution » face à la pauvreté, celle des anciennes comme des nouvelles arrivantes, pauvreté blanche ou de couleur, soit tout simplement de repousser les moins nantis vers la banlieue

comme l'ont fait tant de villes américaines, sans résultats positifs au demeurant. Nous ne déclinons pas toutes les pistes d'action du Forum régional sur le développement social mais notre analyse des données nous porte à y souscrire entièrement.

Quant à l'inégalité hommes-femmes et, notamment, ses incidences sur la pauvreté, il nous faudra bien admettre, comme société, qu'il faille reprendre le bâton de pèlerin. Par exemple, la Table des aînés de Montréal vient d'obtenir les résultats d'une étude sur les personnes âgées vivant en HLM; à son grand étonnement, ce sont des personnes qui ont travaillé toute leur vie qui y habitent majoritairement - et non des bénéficiaires de l'aide sociale - et ce sont majoritairement des femmes.

Tout compte fait, eu égard aux prédicteurs, pour ne pas dire aux déterminants fondamentaux du sort qui nous est assigné, « sexe, race et classe » comme les nommaient les sociologues du XX^e siècle sont toujours, malheureusement, les variables les plus fiables. Si l'on veut éviter le triste « plus ça change, plus c'est pareil », il faudra agir et rapidement.

Comité Femmes et développement régional

Mission et mandats

*Le Comité Femmes et développement régional est un comité de la Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ de Montréal). Il a pour mission de promouvoir et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des femmes de l'île de Montréal en encourageant une pleine participation à leur développement économique, culturel, social et politique. Ses mandats spécifiques sont de favoriser l'intégration et la prise en compte, par les instances locales et régionales, des intérêts et des besoins spécifiques des femmes du territoire et de favoriser la présence **paritaire** aux instances locales et régionales de développement.*

Depuis sa création, le comité Femmes et développement régional travaille activement à favoriser la participation des femmes tant à l'intérieur des instances mêmes de la CRÉ de Montréal qu'à celles de ses partenaires en développement local et régional. Ce comité rassemble depuis près de six ans des représentantes des milieux suivants : communautaire, privé, syndical, municipal, public et parapublic.

Membres du Comité

Meagher, Hélène, Présidente du Comité Femmes et développement régional

Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal

Majeau, Sylvie, Vice-présidente du Comité Femmes et développement régional

Conseil régional FTQ - Montréal métropolitain

Bérubé, Michèle, Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de Montréal

Bourgault, France, Table régionale des centres de femmes Montréal-Laval

Dalio, Francesca, Table des groupes de femmes de Montréal

Di Domenico, Mariangela, Conseil du Statut de la Femme

Dufresne, Francine, Forum des aînés de l'île de Montréal

Fournier, Danielle, Université de Montréal - École de Service social

Laliberté, Carine, Collège communautaire de Montréal

Leahey, Marie, Conférence régionale des élus de Montréal

Mibel, Kerlande, La Compagnie F, entrepreneurship pour femmes

Mompont, Claudie, Direction du développement social – Ville de Montréal

Pagé, Claire, Conseil central du Montréal métropolitain - CSN

Pou, Tepny, Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir

Thollon, Marie-André, Créations etc.

Principales réalisations du Comité Femmes et développement régional de 1998 à ce jour

AXE 1 : AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES

Cet axe comporte des interventions qui visent à améliorer les conditions de vie des femmes, de façon générale, par l'intégration de leurs préoccupations à l'ensemble des activités de la Conférence régionale des élus de Montréal.

PRINCIPALES RÉALISATIONS À CE JOUR :

- Participation aux travaux du Forum régional sur le développement social
- Participation au processus de la planification stratégique 2000-2005 du CRDÎM
- Intégration de la dimension « entrepreneurship au féminin » et organisation d'ateliers thématiques aux événements *Objectif entrepreneurship* 1999 et 2001
- Participation en 2000 et 2001 au jury régional du concours *Chapeau les filles!* du ministère de l'Éducation
- Participation en mars 2002 au jury du concours *Femmes de mérite* du Conseil scolaire de l'île de Montréal
- Soutien à la marche mondiale des femmes (2002)
- Soutien à la délégation québécoise et participation au colloque Parité hommes/femmes des Entretiens Jacques-Cartier (décembre 2003)
- Organisation, en collaboration avec la Fédération des femmes du Québec, d'une journée de réflexion sur une nouvelle politique en condition féminine (mai 2004)
- Participation au processus de la planification stratégique 2005-2010 de la Conférence régionale des élus de Montréal

AXE 2 : PRISE EN COMPTE DES RÉALITÉS ET DES BESOINS SPÉCIFIQUES DES FEMMES

Cet axe vise à outiller les membres et partenaires de la CRÉ de Montréal et à développer des interventions faisant en sorte que le développement de l'île de Montréal profite également aux femmes et aux hommes en tenant compte de leurs réalités spécifiques.

PRINCIPALES RÉALISATIONS À CE JOUR :

- Publication et diffusion en collaboration avec Relais-femmes d'un outil sur l'application de l'analyse différenciée selon les sexes dans les pratiques de développement régional
- Tenue d'un colloque sur l'analyse différenciée comme outil de planification (mai 2000)
- Publication d'un premier portrait comparatif de la situation socioéconomique des femmes et des hommes de l'île de Montréal portant essentiellement sur le travail salarié, le travail non rémunéré et les revenus (mai 2000)
- Publication d'un portrait comparatif de la situation socioéconomique des hommes et femmes dans les quartiers de la ville de Montréal (septembre 2001)
- Organisation d'une journée d'étude sur la place des femmes dans la nouvelle ville de Montréal (septembre 2001)

- Réalisation d'un nouveau portrait comparatif de la situation socioéconomique des femmes et des hommes de l'île de Montréal, qui tient compte du nouveau découpage en arrondissements et présente des profils de population immigrante et vivant sous le seuil de faible revenu (mars 2002)
- Participation au Sommet de Montréal et soutien à la délégation Femmes (2002)
- Participation aux chantiers *Équité, Accessibilité, Diversité et Démocratie* du Sommet de Montréal (2002-2005)
- Organisation d'une consultation publique sur la création d'un Conseil des Montréalaises (printemps 2003)
- Organisation d'une journée de réflexion sur la création du Conseil des Montréalaises (décembre 2003)
- Réalisation d'un portrait socioéconomique des femmes et des hommes des arrondissements de l'île de Montréal, à partir des données du recensement de 2001 (janvier 2005)

AXE 3 : PRÉSENCE PARITAIRE AUX INSTANCES LOCALES ET RÉGIONALES

Cet axe vise à favoriser la participation des femmes aux instances de la CRÉ de Montréal de même qu'aux autres instances de développement local et régional, avec un objectif, à plus ou moins long terme, d'une présence égale des femmes et des hommes à chacune de ces instances.

PRINCIPALES RÉALISATIONS À CE JOUR :

- Élaboration et adoption par le Conseil régional de développement de l'île de Montréal (CRDÎM) de la *Politique sur la place des femmes dans le développement de l'île de Montréal*
- Intervention de sensibilisation lors des élections municipales de novembre 1998 (dans 14 municipalités) et de novembre 1999 (dans 7 municipalités)
- Réalisation d'un inventaire descriptif des instances locales et régionales
- Réalisation et publication d'un portrait et profil des femmes qui siègent aux diverses instances locales et régionales 2001, mise à jour été 2002
- Organisation avec l'Alliance de recherche UQAM/Relais-femmes d'une formation sur « leadership et communication »; cette formation de 15 heures a été donnée à plus de 75 femmes siégeant à des instances décisionnelles locales ou régionales
- Interventions de sensibilisation, d'information et de formation visant à favoriser l'augmentation du nombre de candidates aux élections municipales (automne 2001) et dans les diverses autres instances locales et régionales : organisation d'une soirée d'information et d'échanges sur la réorganisation territoriale de l'île de Montréal, rencontre de sensibilisation avec les partis politiques municipaux et formation des candidates
- Interventions de sensibilisation et d'information favorisant l'augmentation du nombre de candidates lors des élections dans le réseau de la santé et des services sociaux (automne 2002)
- Interventions de sensibilisation et d'information favorisant l'augmentation du nombre de candidates et sur l'importance du rôle de commissaire scolaire lors des élections scolaires (automne 2003).